

Gaza : La France complice.

21 juillet 2014



Jean-Luc LAURENT

« La police vous parle tous les soirs à 20 heures »
Slogan de Mai 68.

Je suis allé hier samedi 19 juillet à Paris à la manifestation interdite par le pouvoir socialiste. Pouvoir qui depuis deux ans est devenu, après une interruption de plusieurs années, à nouveau synonyme de « libéralisme » des plus zélés. Manifestation maintenue par une quarantaine d'organisations politiques qui ont eu raison de réagir de la sorte face à cette scandaleuse interdiction de l'Etat Français : priver les citoyens d'exprimer leurs indignations devant les crimes renouvelés de l'Etat sioniste. Cette manifestation réclamait l'arrêt immédiat du massacre des palestiniens de Gaza. Quoi de plus normal au pays des « droits de l'homme » ? Hélas cette expression est devenue une formule de style tant elle est galvaudée par les plus hautes autorités de notre pays. Ces crimes de guerre viennent d'un Etat quasi religieux qui a mis en place un régime d'apartheid pour mieux « se défendre ». En l'occurrence contre les attaques de roquettes tirées à des kilomètres de distance. Ce nouveau massacre se passe aux yeux du monde qui semble impuissant. La « communauté internationale » se serait réunie afin de trouver « un règlement à ce conflit », selon la formule des médias, alors que cette communauté internationale savait très bien qu'il n'y en aurait pas. Résultat : Israël continue ses massacres et les puissances occidentales prédisent, par exemple par l'intermédiaire de M. Fabius, « qu'il y aura encore plus de morts dans les jours à venir » ! Constat d'impuissance ou de constat de complicité de la dite communauté ? Soutenue au premier chef par les Etats-Unis et les anciennes puissances coloniales européennes qui depuis 1948 arment jusqu'aux dents cet Etat planté en cœur du monde arabe.

Ce petit monde, dont l'hypocrisie est loin de prendre des tours nouveaux, non seulement n'a pas daigné lever le petit doigt pour arrêter les bombes qui tuent enfants, vieillards, femmes, hommes et combattants palestiniens, du Hamas ou pas, prétend en plus interdire aux gens de crier leur révolte. Le prétexte à ce constat d'impuissance, cent fois remis au goût du jour, est curieusement de la même rhétorique que celle employée par l'Etat assassin : « Nous nous protégeons » ! La meilleure défense c'est l'attaque, on savait, surtout quand on dispose de très gros moyens : avions, bateaux de guerre, hélicoptères, canons, chars qui pilonnent sans compter une petite bande de terre peuplée d'un million et demi d'habitants qui se défend comme il peut contre les colonialistes qui s'accaparent la Palestine depuis bientôt soixante-dix ans. Tant pis pour eux, ils ont l'habitude. Tant pis aussi pour les habitants d'Israël qui, de plus en plus nombreux, sont des futurs pauvres, bientôt sans logis, frappés eux aussi par « la » crise internationale du capitalisme qui provoquent des conflits sans fin et exacerbent les nationalismes. Par contre les nouveaux colons israéliens qui arrivent du monde entier, sont sûrs eux d'obtenir un logement dans les nouvelles colonies.

Qu'a dit le président français pour justifier l'interdiction ? Parlant de l'étranger, en visite dans ses fiefs français - ces terres néo-colonisées qu'il s'était promis, certes pendant sa campagne électorale, de ranger définitivement au rayon des oubliettes - notre président normal a donc dit : « Hors de question d'importer ce conflit en France ». Propos répétés par son Premier ministre le jour même mais sur un lieu tout autre : celui d'une addictive institution française d'été pleine charme : le Tour de France ! On était loin de Gaza en effet... Restait à Paris le pompier de service en la personne du ministre de l'intérieur, par ailleurs vieux complice du Président, qui veillait au grain de l'interdiction. Car la manifestation fut quadrillée de belle façon. Du grand art. Tous les quartiers aux alentours furent fermés et interdits à la circulation. Ce qui a provoqué des embouteillages énormes qui ont contribué un peu plus à la pollution déjà massive de la capitale, gaz lacrymogène en plus. La nouvelle maire de Paris était de la partie, visiblement plus attentive aux préoccupations du ministre de l'intérieur que des parisiens pollués. Elle qui s'était engagée, certes pendant sa campagne électorale, à défendre la capitale des effets néfastes de la pollution quotidienne que subissent depuis l'ère Pompidou les habitants de Paris. Il est vrai que ni les Verts parlementarisés (sauf un maire qui se reconnaîtra), ni un autre allié de la « majorité » parisienne, le PCF (sauf une autre personnalité, député européen de son état qui se reconnaîtra aussi) n'avaient consenti à se déplacer ce jour-là. La cause de ce sectarisme de « gauche » : ne pas cautionner le Hamas !

De quoi sont fait ces militants qui, bien plus qu'ils ne devraient, prétendent appartenir ici à un parti « écologique », là à un parti « communiste ». C'est de vie humaines - plus de cinq cent en treize jours et plusieurs milliers de blessés – dont il était question dans cette manif ! Pour lutter aussi contre ces crimes qui ne seront pas jugés, contre cette misère, cette occupation de territoires ! Gaza est devenue une prison à ciel ouvert sur laquelle on bombarde sans impunité. C'est de cela dont on parle et de rien d'autre. Comme on parle d'un nouveau ghetto, encerclé et pilonné par ceux qui osent prétendre appartenir au même monde ou à la même communauté que les pauvres victimes d'hier persécutés et massacrés par les nazis.

Il faut dès lors appeler un chat : « un chat ». Tout cela est sinon pensé du moins répété à travers ce que l'on peut appeler la mémoire tenace des pratique de l'Etat. Qu'il soit de droite ou de « gauche ». Qu'elle est-elle cette stratégie improvisée mais fermement appliquée ? On peut la discerner à travers trois décisions depuis le début de l'année. Il en a d'autres bien sûr, c'est le travail de l'Etat que d'y veiller.

- Le pouvoir « socialiste » avait déjà interdit la manifestation anticoloniale de février dernier, toujours à Paris, au prétexte, usé jusqu'à la corde, « d'éventuels violences », alors que tous voulait manifester sans heurts mais en usant de la parole (encore heureux...). Quadrillage de la place de République, encerclement complet de celle-ci avec des fourgonnettes, reconduite au métro par groupe de cinq... Valls était déjà de la partie. Mais pourquoi interdire une telle manifestation anticoloniale qui clôturait comme tous les ans la Semaine anticoloniale (qui dure plus d'une semaine) ? Cela gênait-il le pouvoir. Lui qui se redonnait une santé en étant « sans concession » avec les « terroristes » de l'extérieur (après ceux de la Lybie, ceux du Mali, puis ceux du Centrafrique, et bientôt les prochains sur la liste d'autres pays du continent noir). Et aussi, nous y voilà, contre les « casseurs » de l'intérieur (pas encore appelé « terroristes » mais ça viendra, c'est déjà le cas aux Etats-Unis et en... Israël).

- Seconde décision du gouvernement : en juin on apprenait la disparition de l'émission de Daniel Mermet sur France Inter : « Là-bas si j'y suis » à l'occasion d'un changement de propriétaire (une vraie femme, à poigne). Emission de gauche, pour une fois, du service public qui n'était vraiment pas de trop dans notre univers médiatique de la « pensée » unique néo-libérale. Une pétition circule. Sera-ce suffisant ?

- Aujourd'hui donc on interdit plusieurs manifestations à Paris et en province. Aux manifestants qui se lèvent, outrés, contre la guerre à Gaza, en solidarité avec les palestiniens assassinés, contre le massacre de masse de civils d'un peuple meurtri depuis des dizaines d'années. Avec la complicité de fait de la dite « communauté internationale » qui se complaît à regarder sans rien tenter de véritablement efficace. Pourquoi ne pas d'user par exemple d'un embargo sur les armes envers Israël ? Elle s'y connaît la communauté en matière de blocus pourtant ! Demandons à Cuba, au Soudan, à l'Iran, à Gaza et maintenant à la Russie. Ne nous leurrions pas. N'est-ce pas les mêmes Etats qui dictent le « Droit » international, qui usent de la force et qui vendent les armes, notamment à Israël ?

L'offensive étatique du monde des possédants et de la finance, dont les Etats sont les exécutants, « réforment » bien. Ils « luttent » contre la crise. En fait ils luttent surtout contre les plus nombreux, majoritaires : les peuples,

les pauvres, les spoliés et les tous autres. En France, jeu de dupe, la « gauche » remplace la droite et fait le « sale boulot » comme disait Fabius jadis. L'offensive est lancée du côté du pouvoir libéral-socialiste. Avant eux c'était l'Etat sarcozyste et ses splendeurs. Un Etat qui s'était roulé dans la fange, en toute impunité, pour le moment. On sait qu'il existe un autre péril : l'extrême droite qui ne changera rien de fondamental, au contraire. Elle attend son heure, tapie, dans le crépuscule de la crise du capitalisme, comme toujours. Quant aux médias ils reproduisent, à 20 heures, la propagande de l'Etat : la « violence » y est dénoncée. Mais d'où vient-elle cette violence sinon de ceux qui produisent ces états de guerre, les dissimulent sous les prétextes les plus vils et veulent que ça continue ! Pas des manifestants qui en l'espèce représentent la majorité des gens et qui crient leur indignations pour que le monde bouge dans l'esprit de la justice pour tous. A commencer par Gaza, puis par la Palestine enfin retrouvée et réunifiée.

Il faut compter aujourd'hui avec ceux qui étaient là samedi et qui seront là demain dans l'unité. Avec ces révoltés et les autres qui auront eu le courage de dénoncer les crimes du monde, là-bas et ici dans notre pays. Dans cette France qui fut révolutionnaire et qui, il n'y a pas si longtemps, pouvait encore manifester dans la rue pour crier au monde ce qui était juste, universellement.

Jean-Luc LAURENT